

La version prononcée fait foi.

Bonjour tout l'monde,

J'veux saluer :

La présidente,

Les chefs des oppositions,

Les députés,

Les invités,

Les Québécois,

Salutations aux employés du secteur public

Je voudrais aussi saluer les employés du secteur public québécois.

On a entendu ces derniers temps des cas de mauvaise gestion.

Y va y avoir des conséquences pour les personnes responsables.

Mais j'voudrais pas que les Québécois pensent que c'est généralisé.

La grande majorité des employés de la fonction publique sont dévoués.

Ce sont ces femmes et ces hommes qui permettent à l'État de fonctionner, qui enseignent à nos enfants, qui soignent nos aînés, qui nous protègent contre les criminels.

On doit saluer leur travail.

Deux constats

Lors de l'assermentation du nouveau conseil des ministres, j'ai mentionné deux constats qui expliquent la prorogation et l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire.

Le premier constat, c'est que, suite au retour de Donald Trump, le monde a profondément changé.

Le deuxième constat, c'est que, comme dans plusieurs démocraties occidentales, le système dans lequel on évolue est devenu hyper-bureaucratisé et inefficace.

Dans les mois qui viennent, notre gouvernement va se concentrer sur quatre champs d'action :

1. L'économie et le portefeuille des Québécois;
2. L'efficacité;
3. La sécurité; et
4. L'identité.

L'économie

Commençons par l'économie.

L'économie, c'est fondamental.

Comme j'le dis souvent, la richesse c'est pas une fin en soi.

Mais c'est ce qui nous donne les moyens de nos ambitions.

L'éducation reste LA priorité des priorités.

Mais pour soutenir cette ambition, ça prend des moyens financiers et donc une économie forte.

Quand j'dis que l'monde a profondément changé, c'est évident en économie.

Le retour de Donald Trump continue de bouleverser le commerce mondial.
Mais, l'inflation, la guerre en Ukraine, l'intelligence artificielle, la montée en puissance de la Chine, sont aussi des facteurs de transformation fondamentaux.
Que ça nous plaise ou non, on doit s'adapter.

Les investissements en défense, qui vont augmenter considérablement, c'est un bon exemple de la nécessité de penser autrement.
Auparavant, c'était pas vraiment une priorité au Québec.
Mais maintenant, on ne peut être seulement dépendant des États-Unis.
Investissement Québec ne pouvait pas investir dans des entreprises liées à l'armement.
On a ajusté les règles.

En 2018, on s'était donné comme mandat de réduire l'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario et le reste du Canada.
On a réussi de manière éclatante.
Depuis sept ans, la croissance économique par habitant du Québec a dépassé celle de l'Ontario et du reste du Canada.
C'est du jamais vu!

Mais maintenant, on doit se donner un mandat encore plus ambitieux.

Bien sûr, dans l'immédiat, on doit soutenir nos entreprises, nos travailleurs, nos régions qui sont affectés.
Comme on l'a fait lors de la pandémie.
Le gouvernement est déjà mobilisé.
Mais pour la suite, on doit se donner une nouvelle vision économique.
C'est l'avenir des prochaines générations qui est en jeu.

Depuis l'hiver dernier, on a travaillé très fort sur une nouvelle vision, avec la ministre de l'Économie, avec nos équipes.
On a échangé avec des centaines de personnes, d'organisations.
Et le défi présente aussi des opportunités.
Si on joue bien nos cartes, le Québec pourrait, dans les prochaines décennies, devenir une des nations les plus prospères des Amériques.

Cette nouvelle vision économique du Québec va d'abord s'appuyer sur une forte relance de la production d'électricité.
J'y crois depuis longtemps.
J'avais évoqué une Baie-James du 21^e siècle et ensuite une Batterie de l'Amérique du Nord.
J'y crois encore plus avec ce monde qui a changé.

Y'a une dizaine de jours, j'ai annoncé un projet d'investissement de 2,5 milliards \$ en Abitibi-Témiscamingue, entièrement financé par des fonds privés, pour créer 1 600 emplois avec un salaire moyen de 140 000 \$.
La clé pour débloquer ce projet, c'était l'octroi d'un bloc de 25 MW d'électricité.
Y'a des dizaines de projets semblables, dans toutes les régions du Québec, qui peuvent se concrétiser grâce à notre électricité.

Évidemment, cette électricité va aussi nous permettre de combattre les changements climatiques et de réussir la transition énergétique.

Bien sûr, on doit tenir compte du contexte politique actuel, on doit s'ajuster, mais sur le long terme, y'a aucun doute possible : le chemin de la prospérité et de la réduction des GES pour le Québec, ça passe par l'électrification de notre économie.

Hydro-Québec a un plan d'investissement de 200 milliards, le plus grand chantier économique de toute l'histoire du Québec.

Ce grand chantier va provoquer deux booms économiques dans toutes les régions du Québec : un premier boom avec la construction des installations de production et des lignes de transport. Et un deuxième boom avec les investissements des entreprises qui ont soif d'énergie à prix compétitif.

Et quand je parle d'entreprises, je parle d'abord de nos entreprises québécoises qui vont avoir un avantage compétitif important.

Je parle aussi d'industries de pointe comme l'intelligence artificielle.

Je parle d'aluminium vert, d'acier vert.

Et je parle de toute l'industrie manufacturière, de l'aérospatial, de la défense, des mines et en particulier des minéraux critiques.

Mais cet immense chantier, on ne va pas pouvoir le réaliser rapidement si on continue de jouer dans le système actuel.

On doit, comme société, accepter de changer nos façons de faire.

J'annonce que mon gouvernement va déposer cet automne un projet de loi pour accélérer le déploiement de projets économiques et énergétiques qui sont stratégiques pour le Québec.

On a de beaux projets au Québec et on va s'assurer qu'ils se réalisent.

On va raccourcir les délais, on va alléger les processus, tout en gardant nos standards élevés.

Et on va le faire en partenariat avec les Premières Nations et les Inuit.

On a déjà de beaux modèles de partenariat.

Je pense, entre autres, à ce grand projet éolien en Gaspésie et dans le Bas-St-Laurent, où l'Alliance de l'Est a réussi à développer un projet avec les maires, avec les préfets et avec les communautés autochtones.

Ils sont tous partenaires dans l'actionnariat.

Bravo!

On a aussi montré que c'est possible d'être partenaires avec d'autres provinces.

On a signé une entente de principe historique avec Terre-Neuve!

Cette entente permet de prolonger l'accord d'approvisionnement de Churchill Falls qui se terminait en 2041, jusqu'en 2075.

On a aussi réussi à s'entendre pour augmenter à 7 200 MW le volume d'électricité pour le Québec, une augmentation de 50 %.

Cette augmentation est possible grâce au rehaussement de Churchill Falls et à la construction de Gull Island.

Les oppositions à Terre-Neuve contestent les tarifs raisonnables convenus.

J'ai bon espoir qu'on va réussir à finaliser cette entente.

On va aussi soutenir nos entreprises québécoises, incluant nos PME, à prendre de l'expansion.

Pour réaliser tout ça, elles ont besoin de capitaux.

On a beaucoup augmenté les interventions d'Investissement Québec depuis sept ans.

Mais on a un autre outil extraordinaire: la Caisse de dépôt et placement du Québec, qu'on appelle maintenant la Caisse.

La Caisse a, depuis sa création, une double mission, le rendement pour ses déposants et le développement de l'économie du Québec.

Je vous annonce que le gouvernement va demander à la Caisse d'augmenter la part de ses investissements dans l'économie québécoise en raison du nouveau contexte économique mondial.

Le portefeuille

On va donc se donner les moyens de nos ambitions collectives, mais aussi de nos ambitions individuelles.

On doit continuer de remettre de l'argent dans le portefeuille des Québécois.

C'est un de nos objectifs comme gouvernement depuis le début et ça ne va pas changer.

Je n'ai absolument aucune gêne à insister là-dessus.

Quand on a donné 2 000 \$ par an aux personnes âgées à bas revenu, ç'a été un grand soulagement pour des retraités qui n'ont pas la chance de pouvoir compter sur des augmentations de salaire.

Il ne faut jamais oublier que ce sont ces personnes qui ont bâti le Québec.

Quand on a décidé de donner deux heures gratuites de stationnement dans les hôpitaux, ça été un grand soulagement pour ceux qui visitent leurs proches tous les jours.

Tout le monde n'a pas les moyens de payer 30 \$ de stationnement tous les jours.

Quand on a ramené les tarifs de garde à un taux unique, des parents de la classe moyenne ont poussé un énorme soupir de soulagement.

Quand les parents réalisent que les lunettes de leurs enfants sont maintenant remboursées par le gouvernement, même soulagement.

Quand on a baissé les taxes scolaires dans les régions où les propriétaires payaient jusqu'à trois plus cher qu'ailleurs, on a entendu un autre soupir de soulagement.

On a aussi baissé les impôts en utilisant une partie des versements au Fonds des générations.

On a peut-être baissé moins rapidement la dette nette du gouvernement, mais c'est parce qu'on a aidé les Québécois à baisser leur propre endettement.

On a aussi décidé de plafonner les hausses de tarifs à 3 %, y compris sur la facture d'électricité.

On a aussi beaucoup augmenté les salaires des préposés, des éducatrices, des enseignants, des infirmières. C'était mérité.

Et grâce à nos efforts pour attirer des investissements des entreprises, depuis sept ans, le salaire moyen au Québec a augmenté plus rapidement que celui de l'Ontario et celui du reste du Canada.

Toutes ces décisions, et bien d'autres, ont permis de remettre des milliards de dollars chaque année dans le portefeuille de nos familles, des personnes âgées, des Québécois.

Mais... on est bien conscients que l'inflation a frappé fort.

Les logements, l'épicerie, coûtent beaucoup plus cher qu'avant.

Des Québécois ont de la misère à arriver à la fin du mois.

On doit en faire plus pour les aider.

On VA en faire plus pour les aider.

Je vous annonce que j'ai donné instruction au ministre des Finances de trouver des moyens, au cours des prochains mois, de soulager le portefeuille des Québécois qui souffrent actuellement.

L'efficacité – le traitement choc

Et ça ne va pas nous empêcher de rétablir l'équilibre budgétaire.

On va le faire non seulement en stimulant l'économie, mais avec aussi un traitement choc pour réduire le nombre de postes dans la bureaucratie.

On est en train de revoir tous les postes d'administration dans tous les ministères, dans tous les organismes.

Je vous annonce que d'ici quelques semaines, la présidente du Conseil du Trésor va annoncer des cibles ambitieuses pour réduire le nombre de postes dans la bureaucratie à court terme.

Quand je parle de traitement choc, je parle pas de faire des coupures de services.

Je parle de sortir d'un système lourd, trop lourd, qu'on a construit depuis des décennies.

Je parle de faire les choses autrement pour rendre l'État plus efficace.

Le but premier c'est de donner de meilleurs services aux Québécois.

Qu'on devienne un endroit où les projets, petits et grands, se fassent rondement, à moindre coûts, sans sacrifier la qualité.

La vraie question qu'on doit se poser c'est quelles sont les contraintes qu'on s'impose à nous-mêmes?

L'environnement est un bon exemple.

On a des délais épouvantables d'octroi de permis.

On me raconte des histoires d'horreur comme une ville qui veut installer un simple ponceau sous une route et qui doit attendre des mois l'autorisation pour le faire.

Les maires sont imputables.

Il faut leur laisser plus de marge de manœuvre.

J'ai demandé à tous les ministres et aujourd'hui je donne instruction à tous les ministères, tous les organismes, tous les réseaux et toutes les sociétés d'État de lever toutes les pierres, de remettre leurs façons de faire en question, de trouver des façons d'être plus efficaces.

Il faut changer notre mentalité d'extrême prudence et accepter de prendre des risques mesurés.

Il faut libérer le Québec de cette camisole de force bureaucratique!

Je le disais d'entrée de jeu, les employés du secteur public sont dévoués.

C'est pas de leur faute s'ils passent une partie de leur temps à remplir des rapports que personne ne va lire.

C'est pas de leur faute s'ils sont noyés dans la paperasse.

Je suis convaincu que nos employés aimeraient beaucoup mieux utiliser ce temps-là pour améliorer les services à leurs concitoyens.

On va donc faire le grand ménage dans la paperasse et éliminer tout ce qu'on peut comme rapports non nécessaires.

Toute ma vie professionnelle j'ai fait affaire avec des syndicats.

Depuis qu'on forme le gouvernement, on a conclu des dizaines d'ententes avec les employés du secteur public.

Les syndicats ont leur utilité dans une société et au Québec, ils sont particulièrement favorisés, ne serait-ce que par la formule Rand.

Mais ce régime avantageux vient avec une responsabilité pour les dirigeants syndicaux.

Le Québec est le champion des grèves.

Des grèves qui privent les travailleurs de revenus pendant des semaines.

Des grèves dans le transport en commun qui empêchent des milliers de personnes d'aller travailler ou de recevoir des soins de santé.

Des assemblées syndicales qui se tiennent aux petites heures du matin.

Des dirigeants syndicaux qui utilisent les cotisations des travailleurs pour contester la *Loi sur la laïcité* que ces mêmes travailleurs appuient.

Des dirigeants syndicaux qui manquent de transparence sur l'utilisations des cotisations syndicales.

C'est un système de pratiques dépassées, qui nuit aux travailleurs, qui nuit aux citoyens et qui nuit au Québec tout entier.

En 2025, les syndicats vont aller chercher 1,5 milliard \$ en cotisations, dans les poches des travailleurs.

Je rappelle aussi que ces cotisations sont déductibles d'impôt, ce qui coûte à l'État et donc aux contribuables québécois 145 millions \$ par année.

Il est temps d'exiger la transparence et la démocratie syndicale.

Il est temps que les syndicats recentrent leurs actions sur leur mission essentielle.

J'annonce que le ministre du Travail va déposer bientôt un projet de loi pour moderniser le régime syndical au Québec, en faveur des travailleurs, des citoyens et du Québec.

Quelques mots maintenant sur les médecins.

D'abord, s'il y a un bras de fer en ce moment entre le gouvernement et les médecins, c'est pas de gaieté de cœur.

Si on insiste et si on résiste, c'est pour les Québécois, pour les patients qu'on fait ça.

On est prêts à négocier avec les syndicats sur les moyens.

Notre préférence, c'est d'en arriver à une entente.

Mais je le redis, on ne va pas reculer sur les principes.

On doit ça aux Québécois, qui payent les médecins en moyenne de 400 000 \$ à 550 000 \$ par année et qui, en retour, ont le droit de s'attendre à être pris en charge par les médecins.

Sécurité

La sécurité, c'est une responsabilité fondamentale de tout gouvernement.

En ce moment au Québec, il y a un sentiment d'insécurité qui monte.

S'il y a un sentiment d'insécurité dans les rues, c'est entre autres à cause de problèmes de drogues dures et de santé mentale.

On doit se donner les moyens de soigner les personnes qui sont dangereuses pour elles-mêmes ou pour les autres.

Je vous annonce donc qu'on va amender la loi P-38 pour que les personnes malades soient mieux prises en charge.

L'insécurité, c'est aussi le crime organisé, les gangs de rue, les fraudeurs qui s'en prennent aux personnes âgées, les prédateurs sexuels qui s'en prennent aux femmes et aux enfants.

J'annonce que le nouveau ministre de la Sécurité publique va avoir la responsabilité de déposer, au cours des prochains mois, des mesures de lutte contre la criminalité.

Il faut aussi que la Justice soit sévère et que la répression soit au rendez-vous.

Ça veut aussi dire de mieux contrôler les récidivistes et en particulier les délinquants sexuels dangereux.

L'identité

Je disais un peu plus tôt que les défis qui se dressent devant nous, on les retrouve aussi dans les autres démocraties libérales.

Mais il y en a un qui est particulièrement unique au Québec, c'est le défi de préserver notre identité nationale.

C'est un défi qui a toujours été présent dans notre histoire depuis quatre siècles.

Au début de la Nouvelle-France on a failli disparaître.

Et puis il y a eu la Conquête.

Et puis, il y a eu l'exode d'un million de Canadiens français aux États-Unis.

Et puis, il y a le rouleau compresseur de la culture et de la langue anglaise en Amérique du Nord.

On a réussi, avec la *Charte de la langue française*, à sauver le français.

Et j'en profite, si vous le permettez, pour saluer la mémoire de l'architecte de la *Charte de la langue française*, un géant intellectuel, un homme remarquable, grand officier de l'Ordre national du Québec, M. Guy Rocher.

Comme nous l'a montré M. Rocher, il a toujours fallu se battre pour continuer d'exister.

C'est pas différent aujourd'hui.

La langue française, nos valeurs communes et notre culture sont toujours à risque.

Faut pas qu'on se mette la tête dans le sable.

On a beaucoup fait depuis 2018, plus qu'aucun autre gouvernement depuis celui de René Lévesque.

Mais, des phénomènes hors de notre contrôle sont en train d'ébranler les fondements de notre identité :

La politique d'immigration incontrôlée d'Ottawa;

Et la production culturelle mondiale sur support numérique qui écrase notre culture.

Le premier facteur c'est l'explosion de l'immigration.

Et je vais mettre les choses au clair encore une fois.

Je ne critique pas les immigrants eux-mêmes.

Ces personnes viennent chez nous pour avoir une vie meilleure.

Le Québec est un des endroits les plus accueillants au monde.

On l'a prouvé maintes et maintes fois.

On était fiers de s'occuper des réfugiés, des Haïtiens fuyant Duvalier, des boat people du Vietnam, des Chiliens fuyant Pinochet et plus récemment des Libanais, des Syriens venus se mettre à l'abri d'une guerre civile ou des Ukrainiens venus se mettre à l'abri de la guerre de Poutine.

Comme des millions de Québécois, qu'on soit de souche ancienne ou récente, je suis fier que le Québec soit une terre d'accueil.

Personne ne peut contester le fait que les immigrants ont été et sont toujours une richesse pour le Québec.

Cela étant dit, trop c'est comme pas assez.

Soulever l'enjeu de l'immigration, c'est pas du racisme, c'est pas souffler sur les braises de l'intolérance, comme on l'a déjà entendu.

Le même débat a cours partout en Occident, souvent de façon beaucoup plus virulente qu'ici.

Pourtant, ici au Québec l'enjeu se pose avec beaucoup de force.

En 2023, par exemple, le Québec a été avec l'Autriche l'endroit en Occident qui a reçu le plus de demandeurs d'asile par habitant. Beaucoup plus que dans le reste du Canada, qu'aux États-Unis, qu'en France, qu'au Royaume-Uni où pourtant, cette question amène des débats enflammés.

Au Québec, la population a explosé avec l'arrivée de 200 000 immigrants temporaires d'un coup, en deux ans, à cause du gouvernement fédéral.

Il manque de logements.

Nos écoles débordent.

Le système de santé est étiré au maximum.

Mais le problème de l'immigration incontrôlée se pose avec plus d'acuité au Québec parce qu'en plus, on a le défi de préserver le statut de la langue française.

On a augmenté de façon considérable les budgets en francisation, mais ça ne suffit pas.

Et on souhaite protéger nos valeurs, incluant la laïcité.

Je comprends les entreprises de vouloir plus de travailleurs étrangers.

Je comprends les universités et les cégeps de vouloir plus d'étudiants étrangers.

Je comprends les personnes au grand cœur qui veulent qu'on accepte tous ceux qui demandent l'asile.

Je comprends,... mais c'est impossible.

Il faut regarder le portrait d'ensemble.

On a dépassé la limite de nos capacités d'accueil et d'intégration.

Comme on dit, le mieux est l'ennemi du bien.

En ce moment, on n'est plus en mesure de prendre soin de ces personnes avec la dignité nécessaire et de prendre soin de notre monde, de nos propres citoyens.

Ça ne plus continuer comme ça.

L'objectif de notre gouvernement est donc de réduire de 200 000 le nombre d'immigrants temporaires à Montréal et à Laval.

J'vous annonce que, si le gouvernement fédéral ne prend pas ses responsabilités, on ne va pas avoir le choix d'être moins généreux avec les demandeurs d'asile.

Un autre phénomène en montée au Québec est celui des groupes politico-religieux qui s'attaquent à certaines de nos valeurs communes comme la laïcité.

Soyons honnêtes, ce sont surtout les islamistes radicaux qui s'attaquent à ces valeurs avec de plus en plus d'intensité.

Encore là, je veux être bien clair.

Je ne vise pas les Québécois de confession musulmane ou qui sont originaires de pays musulmans.

Je parle des islamistes radicaux, un groupe de personnes qui tentent, par tous les moyens d'imposer leurs valeurs, de contester nos valeurs et en particulier le droit des femmes à l'égalité.

Il faut qu'on soit très clair là-dessus : on va pas laisser personne s'attaquer à la liberté chèrement acquise par les Québécoises depuis des décennies. Jamais!

Je vous annonce que le gouvernement va déposer un nouveau projet de loi pour renforcer la laïcité de l'État et va prendre tous les moyens possibles pour contrer les assauts contre nos valeurs communes.

Je vous annonce aussi que pour renforcer notre autonomie juridique, pour défendre nos valeurs communes et notre identité, le gouvernement va bientôt déposer à l'Assemblée nationale un projet de constitution du Québec.

Ce qui nous définit, c'est aussi beaucoup notre culture.

Notre belle langue française, notre histoire, notre patrimoine, les arts et ce qu'on appelle nos productions culturelles.

Vous le savez, j'aime la culture québécoise, les livres, les chansons, la télé, le cinéma, le théâtre.

Pour moi, c'est un devoir pour le premier ministre de la nation québécoise de protéger la culture québécoise, d'en être le gardien ultime au sein du gouvernement.

Une de mes grandes fiertés, c'est que depuis sept ans, le budget de la culture a augmenté de 75 %.

Je suis très fier aussi de confirmer que le premier musée national de l'histoire du Québec va ouvrir ses portes ici à Québec, l'été prochain.

C'est une de mes grandes fiertés d'avoir porté ce projet, avec les jeunes de la CAQ.

Cela dit, des pans entiers de notre culture sont pris d'assaut par le monde numérique et ses plateformes.

Nos jeunes sont de moins en moins exposés à la culture québécoise.

C'est grave, parce que la culture québécoise, c'est un ingrédient essentiel à notre cohésion nationale.

Dans ma génération, il suffit de quelques notes d'une chanson d'Harmonium pour nous émouvoir tous en même temps.

Pour la génération suivante, c'est une chanson des Cowboys fringants.

Y'a les répliques de films qui nous font sourire ensemble.

« *La guerre, la guerre, c'est pas une raison pour se faire du mal* »

Même ce qui est absurde nous fait rire ensemble, comme « steak, blé d'inde, patates ».

C'est drôle, triste, émouvant, mais ça nous rassemble.

On l'a vu aux décès de Serge Fiori et de Karl Tremblay.

Une émotion collective qui nous réunit.

On a besoin de ça comme nation.

Tout ça est à risque et en s'appuyant notamment sur le rapport du Groupe de travail sur l'avenir de l'audiovisuel, le ministre de la Culture va continuer de prendre ce défi à bras le corps, avec l'appui de tout le gouvernement.

Mais ça doit dépasser le gouvernement.

Ça doit devenir un défi collectif de faire découvrir notre culture à nos jeunes et aux nouveaux arrivants.

Conclusion

En conclusion, le gouvernement va se concentrer sur quatre champs d'action :

- Économie et portefeuille
- Efficacité
- Sécurité
- Identité

On va agir en gardant le cap sur le retour progressif à l'équilibre budgétaire.

On va y arriver en optimisant notre économie et nos revenus.

Et en gérant nos dépenses serrées.

Sans minimiser nos défis budgétaires, je veux rassurer les Québécois.

J'veux rappeler que toutes les agences de notation, à l'exception d'une seule, ont maintenu la cote de crédit du Québec.

Vendredi dernier, on a appris que le déficit de la dernière année financière était moins élevé que prévu.

Le gouvernement maintient donc le cap sur le retour progressif à l'équilibre budgétaire en 2029-2030.

Nos finances sont entre bonnes mains avec notre très solide ministre des Finances.

Nos relations avec les Premières Nations et les Inuit sont très importantes.
C'est une journée spéciale le 30 septembre, la Journée de la vérité et de la réconciliation.
C'est impératif pour notre avenir commun de poursuivre cette réconciliation, de rebâtir la confiance, pour en arriver à établir des partenariats fructueux.
C'est loin d'être toujours facile, ni pour les uns, ni pour les autres.
Mais il faut y croire, il faut y mettre de la bonne volonté et toute la patience nécessaire.
J'ai appris, depuis sept ans, à connaître personnellement et à apprécier plusieurs de mes interlocuteurs autochtones.
Plusieurs sont présents aujourd'hui dans les tribunes.
Je les salue chaleureusement.

En terminant,
Chers Québécoises, chers Québécois, ne vous laissez pas démoraliser par les mauvaises nouvelles, qui cachent toutes les belles choses qui se passent ici.
Ne vous laissez pas démoraliser par les conflits au sud de la frontière, par les guerres à l'étranger ou par les difficultés normales de la vie.
Quand on prend de la perspective, quand on regarde ce qui se passe ailleurs, on se rend vite compte qu'on est plutôt bien chez nous.
On a un territoire immense, riche, magnifique, qu'on partage avec les Premières Nations et les Inuit.
On a une culture qui, malgré tous ses défis, nous rend fiers.
On a absolument tous les atouts pour être parmi les nations les plus prospères, les plus en sécurité et surtout, les plus heureuses de la planète.

Merci!